

Négociations VO 0598 :

Contre la casse des métiers en Ile De France, il faut généraliser le rapport de force !

LE VO 0598 : UN REFERENTIEL DESTRUCTEUR

Le 15 juin 2004, la direction de l'activité IDF décrète unilatéralement et sans aucune concertation un référentiel VO 0598 intitulé "*Missions et organisations des équipes commerciales Transilien des EEX*". Ce référentiel permettait ainsi de passer à la vitesse supérieure dans les réorganisations déjà engagées depuis quelques années. Celles-ci ont amené casse des collectifs de travail, flexibilité maximum, menaces sur les guichets et suppression d'effectifs.

UN REcul PARTIEL DE LA DIRECTION

Les grèves des 1^{er} octobre, 2 novembre et 1^{er} décembre, la détermination des cheminots dans différents établissements et l'information faite aux usagers ont permis de faire revenir partiellement la DIF sur ses intentions de passage en force et d'obtenir l'ouverture de négociations sur le référentiel dans la période du 15 décembre 2004 au 30 mars 2005.

Cependant, ne nous leurrions pas, la direction consent seulement à rediscuter de certains aspects du référentiel : les missions des équipes commerciales Transilien et les aspects RH. Par contre, rien sur l'organisation des gares, c'est-à-dire les effectifs, les conditions de travail, l'automatisation et les fermetures de guichets !

LES SACRIFIES SUR L'AUTEL DU « DIALOGUE SOCIAL »

Le nouvel accord « dialogue social » (que SUD-rail et FO ont refusé de signer car il ne donne pas de garanties suffisantes) a été amèrement inauguré, puisque, même si « *pendant cette négociation l'entreprise ne mettra pas en œuvre de nouvelles réorganisations découlant de l'application de ce référentiel* », l'E.Ex de Melun, fer de lance de la mobilisation, sert de cobaye depuis le 1^{er} décembre 2004 avec comme effet immédiat la suppression de 35 emplois.



Malgré la demande de l'AG de Melun relayée par l'intersyndicale locale (CGT, SUD-rail, CFTC, FO, CFDT), aucune fédération - hormis SUD-rail - n'a répondu favorablement aux deux points suivants :

- la nécessité de développer une dynamique d'action unitaire sur les 5 régions SNCF de l'Ile de France
- dépôt d'un préavis unitaire le 3 janvier sur l'ensemble de l'Ile de France.

Par rapport à cette demande légitime, mais faisant le constat lucide qu'il n'est pas possible de mener seuls une action le 3 janvier sur l'ensemble de l'Ile de France, la fédération SUD-rail considère qu'il faut malgré tout consolider le rapport de force pendant les négociations.

Ainsi, sur l'EEX de Melun, les cheminots ne baissent pas les bras et établissent chantier par chantier des cahiers de doléances.

LA NECESSITE DE CONSTRUIRE UNE RIPOSTE UNITAIRE D'AMPLEUR

- Face aux menaces réelles de casse des EEX avec l'éclatement par activité à court terme (en établissements exploitation Fret, Voyageurs et Transilien),
- Pour répondre à la suppression programmée de 2000 emplois de vendeurs dans les 3 prochaines années pour cause d'automatisation à outrance de la distribution des billets,
- Pour faire échouer toutes les tentatives de privatisation (comme l'iDTGV) ou de filialisation de nos emplois avec des entreprises comme Effia,

... il faut agir !

La fédération SUD-rail propose donc de construire concrètement le rapport de force.

A partir du 7 janvier, SUD-rail dépose un préavis de grève nationale de 59 minutes tous les vendredis de 16h à 16h59 pour l'ensemble des chantiers voyageurs.

Il s'agit d'ouvrir un réel espace de débat dans tous les chantiers pour construire progressivement une riposte unitaire d'ampleur sur la durée.

Il ne faut plus attendre : tous les agents commerciaux sont concernés, c'est pourquoi nous devons agir tous ensemble !

Nous souhaitons également une convergence des luttes de toutes les filières. Le mouvement unitaire du 19 janvier et son prolongement souhaitable constituera une étape supplémentaire de la riposte nécessaire à l'échelle de la SNCF toute entière.

23 décembre 2004